

Plein cadre

Décryptage

COP 23 : Fidji, la voix de ceux qui se noient

La conférence annuelle sur le climat débute aujourd'hui, en Allemagne, mais sous la présidence des îles Fidji. Une reconnaissance de la situation dramatique des États insulaires



Winston, le cyclone tropical le plus puissant jamais enregistré dans l'hémisphère sud, avait balayé le chapelet des îles fidjiennes en février 2016 (à gauche). C'est aujourd'hui que débute la COP 23, à Bonn, en Allemagne, sous la présidence des îles Fidji. AFP ET MAXPPP



JEAN-DENIS RENARD
jd.renard@sudouest.fr

C'était mardi, au micro de Radio New Zealand. Ministre du Changement climatique dans le nouveau gouvernement néo-zélandais, l'écologiste James Shaw lançait une piste de réflexion : créer un visa de « réfugié climatique » pour les habitants du Pacifique confrontés à la montée de l'océan. À ce jour, le statut de réfugié climatique n'a pas d'existence juridique. Bâti sur le socle de la Convention de Genève de 1951, quand le réchauffement tenait de la science-fiction, le droit d'asile remédie (mal) à la persécution par les hommes. Pas du tout à celle perpétrée par les éléments.

Dès aujourd'hui, à l'ouverture de la COP 23, la conférence annuelle des Nations Unies sur le climat, la présidence fidjienne viendra proclamer à la tribune ce que James Shaw reconnaît en creux. Pour les confettis d'États du Pacifique, le monde a déjà changé. Le réchauffement climatique n'y est pas une menace qui percole dans les consciences. Il correspond à une

réalité les pieds dans l'eau. L'océan mondial monte au rythme accéléré de 3,3 millimètres par an. C'est une moyenne. Elle a plus que doublé sur certains rivages de ce vaste ensemble qui comprend 30 000 terres émergées, habitées ou non, et pas moins de 10 millions d'habitants.

1,5 °C, le plafond à tenir

Regroupés depuis 1990 dans l'Alliance des petits États insulaires, une quarantaine de pays s'égosille sur le thème. Il y a deux ans, lors de la COP 21 à Paris, ils avaient manqué faire capoter l'accord final, indexé sur l'objectif des 2 °C de réchauffement à ne pas dépasser (par rapport aux températures de l'ère préindustrielle, en 1750). À force de pression, le texte a finalement mentionné un plafond de 1,5 °C, la condition d'un futur.

Cette reconnaissance de la communauté internationale ne procède pas de la seule compassion. Ces micro-États ne pèsent rien dans la démographie planétaire, mais ils comptent chacun pour une voix dans la négociation climatique. Avec la COP 23, cette voix va porter plus loin. La conférence se tient à Bonn, en Allemagne,

et c'est normalement le pays hôte qui préside. Cette fois-ci, la puissance invitante s'effacera derrière les Fidji à qui reviendra la maîtrise des débats.

La République océanienne est plus réputée dans la géopolitique du rugby que dans celle du climat. Avec ses moyens limités et son million (à peine) d'habitants, elle ne pouvait pas accueillir des milliers de conférenciers. D'autant qu'elle se relève péniblement du passage de Winston. Le cyclone tropical le plus puissant jamais enregistré dans l'hémisphère sud avait balayé le chapelet des îles fidjiennes

en février 2016. L'année précédente, ce sont les voisins du Vanuatu, de Tuvalu et des Kiribati qui avaient subi la colère du cyclone Pam.

Des inondations à répétition

La perspective d'un monde soumis à des cyclones toujours plus intenses ne peut qu'inquiéter le Pacifique. Sur les atolls coralliens, les points culminants n'excèdent pas quelques mètres. Le même problème se duplique ailleurs dans le monde, aux Seychelles dans l'océan Indien ou sur les rivages caribéens.

Au large de l'Australie



Dans le Pacifique, la conjonction des tempêtes, des marées et de la montée du niveau océanique provoque déjà des catastrophes à répétition. Il y a deux mois, un rapport de la Banque mondiale a souligné l'ampleur des dégâts. « Fidji a subi des inondations dévastatrices en 2004, 2009, deux fois en 2012 et en 2014. Les événements de 2009 ont causé des dommages de 116 millions d'euros. L'inondation éclair des îles Salomon, en 2014, y a généré des dommages d'un montant de 94 millions d'euros, soit 9,2% du PIB du pays », ont écrit les rapporteurs. Sur ces territoires contraints, 57% des infrastructures et du bâti est situé à moins de 500 mètres du rivage...

La montée du niveau de l'océan se traduit aussi par l'intrusion d'eau saline dans les nappes phréatiques. Des îles entières sont privées d'eau potable et deviennent impropres à l'agriculture. L'érosion arrache le sable à la côte, engloutit les routes et les maisons côtières. En septembre, des chercheurs australiens ont révélé que huit petites îles inhabitées de Micronésie, un État fédéral du Pacifique de l'ouest, avaient purement et simplement disparu ces dernières années.

1,7 million d'habitants du Pacifique pourraient ainsi émigrer d'ici 2050

Hélas pour ces peuples disséminés, l'essentiel de la tragédie est à venir. Publié en 2014, le cinquième rapport du GIEC (Groupe intergouvernemental des experts sur l'évolution du climat) est resté prudent sur l'élévation du niveau des mers d'ici à la fin du siècle. Dans le scénario le plus défavorable, elle y était estimée à 98 cm (contre 20 cm au XX^e siècle).

La mauvaise santé des glaces

Depuis, les études alarmistes se succèdent en provenance du Groenland et de l'Antarctique, là où les stocks de glace d'eau douce se mettent à fondre. Pour mémoire, la disparition complète de la calotte glaciaire du Groenland ferait monter l'océan mondial de quelque 7 mètres. Celle de l'Antarctique d'une soixantaine de mètres.

Ce n'est, heureusement, pas pour ce siècle. Mais face au processus en cours, la protection nécessite des sommes extravagantes. Année après année, jusqu'au quart du PIB des îles Kiribati et des îles Marshall, autour de 10% du PIB pour les îles Salomon et le Vanuatu, selon la Banque mondiale. L'issue est inéluctable : sur certaines îles, il faudra partir. 1,7 million d'habitants du Pacifique pourraient ainsi émigrer d'ici 2050.

Publié jeudi, le rapport sur les migrations climatiques de l'ONG Oxfam brasse plus large : 280 millions de personnes dans le monde devraient quitter leur domicile dans l'hypothèse d'un réchauffement de 2 °C. Citoyenne de la république des Kiribati, Claire Anterea est l'un des témoins relayés par l'association. « J'ai un grand espoir pour mon pays, qu'il continue à exister sur la carte », dit-elle. Ce n'est pas gagné.